

## AKTUELL

LYCEE ERMESINDE

# Du bruit pour rien ?

David Wagner

**Que se passe-t-il au Lycée Ermesinde ? Un long questionnaire du député Kartheiser permet à la ministre de l'Education nationale de revenir sur un certain nombre de questions.**

L'occasion était trop belle et c'est bien lui qui s'y est collé : Fernand Kartheiser, député et président de l'ADR, n'a pas hésité à s'immiscer dans le débat tournant autour de l'« affaire » du Lycée Ermesinde (LEM). Le 13 juillet, il s'est ainsi fendu d'une longue question parlementaire comprenant 20 points adressée à la ministre de l'Education nationale, Mady Delvaux-Stehres (LSAP).

L'on y apprend par exemple le nombre de départs volontaires de membres du personnel : depuis 2006, ils sont stables (en moyenne entre trois et quatre personnes, professeurs, instituteurs, éducateurs compris). L'augmentation en 2011 et 2012 (sept à chaque fois) serait toutefois principalement due, selon la ministre, au déménagement du lycée des friches de Hollerich vers Mersch. Dans une autre réponse, on apprend également que le nombre d'ordres de justification émanant de la direction sont particulièrement bas : seulement deux en 2011.

Kartheiser s'engage ensuite sur la question des « pressions » qu'auraient subi aussi bien le personnel enseignant que les élèves. En tout cas, Delvaux-Stehres affirme « qu'aucun cas n'a été porté à ma connaissance ». Par contre, à la question concernant les pressions subies par les élèves, elle cite « un cas précis » : celui d'un élève souhaitant changer de lycée et dont la direction avait affublé la fiche de départ d'un avis défavorable. « J'ai prié le directeur de ne plus émettre un tel avis, (...) et ce, même si les enseignants de l'élève estiment qu'il s'agit d'une décision qui risque de poser un désavantage pour l'élève », affirme la ministre.

Une autre question permet à la ministre de remettre les pendules à l'heure. C'est notamment le cas concernant le fait que la direction du LEM aurait communiqué sa décision d'admission aux élèves désirant s'inscrire dans ce lycée avant le 5 juillet, ce qui serait rigoureusement interdit. Selon Kartheiser, cette information circulerait parmi les directeurs d'établissements. La ministre assume et

justifie cette pratique, en expliquant que le LEM bénéficie d'une procédure spécifique : étant donné que le LEM, contrairement aux autres lycées, « a la mission de recruter au niveau national », il doit communiquer sa décision avant la date de clôture des admissions dans les autres lycées afin de permettre aux élèves refusés de s'inscrire dans un autre établissement.

Par contre, concernant l'épineuse question de la révocation d'un membre de la commission d'examen de la section C, la ministre, qui a fait introduire une procédure disciplinaire, elle ne s'aventure pas trop dans les détails : elle justifie que cette décision fut prise en toute légalité et, contrairement à certaines allégations, dans le respect des dates butoirs, et qu'elle fut « amenée à prendre d'urgence la décision (...) dans l'intérêt général ». Une décision qu'elle dit faire suite aux « témoignages écrits d'enseignants et d'élèves des classes terminales, qui sont des personnes majeures ».

La passe d'armes entre le député et la ministre chauffe un peu vers la fin du questionnaire. Les questions deviennent plus orientées. Exemple : s'étonnant que les copies des élèves du LEM se seraient distinguées par leur « nombre fort élevé de pages d'une qualité étonnante presque sans rature et sans trace d'effaceur », Kartheiser s'enquiert de savoir si les élèves du LEM n'auraient pas bénéficié d'un traitement favorable. La ministre le nie évidemment tout en s'étonnant à son tour que le député puisse avoir connaissance de la qualité des copies d'examens, étant donné que les membres des commissions d'examens n'ont pas le droit de communiquer de telles informations.

Mais c'est à la vingtième - et dernière - question que Kartheiser se laisse emporter par un accès de mauvaise foi : considérant que « seuls » onze des 13 candidats à l'examen ont été admis (il s'agit des élèves de la première cohorte, c'est-à-dire de la première classe ayant intégré le LEM), il juge que ce taux reste « bien en deçà des attentes liées à ce lycée phare ». Onze sur 13 : la perche est tendue à la ministre qui juge ces résultats tout à fait satisfaisants, tout en admettant « que toute conclusion d'ordre général fondée sur un effectif de 13 élèves serait bien bancal ».

## SHORT NEWS

## 18 Jahre Tramstudien

Das von 1994 bis 1999 vorangetriebene BTB-Projekt hatte Kosten in Höhe von umgerechnet 1,911 Millionen verursacht, 1,17 Millionen davon für Studienzwecke. Während der blau-schwarzen Koalition 1999-2004 wurde die Tram zunächst ad acta gelegt, doch auch in dieser Periode fielen Studienkosten von 5,17 Millionen an. Sie mündeten in das Konzept des „tram léger“, das 2007 zur Gründung des „groupeement d'intérêt économique“ LuxTram führte, an dem der Staat und die Stadt Luxemburg beteiligt sind. Zwischen 2004 und 2009 wurden so 2,26 Millionen Euro in die Tram investiert - 1,65 davon für Studien. Diese Zahlen die Nachhaltigkeitsminister Claude Wiseler im Januar 2010 vorgelegt hatte, wurden jetzt von ihm ergänzt. Er beziffert die Ausgaben des LuxTram zwischen 2007 und Ende 2011 auf 7,89 Millionen Euro, die der Staat zur Hälfte trägt. Anlass zu diesem Zahlenbombardement boten parlamentarische Anfragen seitens des ADR, der Zweifel hegt, dass die von der Regierung veranschlagten 586 Millionen Gesamtkosten für die Straßenbahn reichen werden. Wiseler bestätigt in seiner jüngsten Antwort, dass auch für den Schienenverkehr eine finanzielle Deckelung gilt. Sollte das Budgetvolumen nicht reichen, muss ein neues Gesetz die Chamber passieren. Außerdem muss der Gemeinderat Luxemburg zustimmen, da ein Drittel der Baukosten von der Hauptstadt getragen werden.

## Les homos bientôt donneurs de sang ?

C'est une problématique sur laquelle le woxx est revenu déjà plusieurs fois : au Luxembourg, comme dans beaucoup d'autres pays européens, les homosexuels sont exclus du don de sang. Ce qui est en somme discriminatoire et répond aux pires clichés qu'on se faisait dans les années 1980, où l'on pensait encore que le Sida était une sorte de « cancer gay », voire une punition divine pour les homosexuels. Entre-temps, les mentalités ont changé, grâce aussi à des statistiques qui prouvent que le taux d'infection au VIH ne dépend plus de l'orientation sexuelle, mais plutôt du mode de vie. Ainsi, l'Angleterre a déjà procédé à l'admission des homosexuels dans les programmes de don de sang, et la France projette de lui emboîter le pas prochainement. Dans ce contexte, la députée socialiste Claudia Dall'Agnol et le député-maire libéral Xavier Bettel ont voulu savoir ce qu'il en était du Luxembourg. Dans sa réponse, le ministre de la santé Mars Di Bartolomeo fait savoir qu'il n'est en fait pas opposé à une telle pratique, mais objecte tout de même que la France et l'Angleterre ne sont allés dans cette direction que par nécessité d'obtenir plus de dons de sang, alors que le Luxembourg serait autosuffisant. Mais en principe, rien ne s'opposerait à ouvrir le don du sang à un homme homosexuel, sous condition qu'il n'ait qu'un partenaire. Ce qui d'ailleurs vaut aussi bien pour les hétérosexuels.

## Question de sensibilité

Il fallait s'y attendre : depuis que le Landgericht de Cologne s'est prononcé en défaveur de la circoncision sans motif médical, touchant donc les communautés religieuses qui la pratiquent pour des raisons rituelles, la question vient d'être posée au Luxembourg. La députée CSV Nancy Arend vient de recevoir la réponse à sa question parlementaire qu'elle avait posée au ministre de la santé, Mars Di Bartolomeo : plus précisément, elle voulait connaître d'une part l'opinion du gouvernement à propos du verdict allemand, d'autre part le nombre de circoncisions médicales et rituelles pratiquées au Luxembourg. De plus, elle a demandé également des chiffres concernant le « pendant » féminin de la circoncision, à savoir l'excision. Probablement conscient du caractère sensible de la problématique, le ministre se limite à donner les chiffres des ablations du prépuce remboursées par la sécurité sociale (915 pour l'année 2010), mais ne veut pas commenter les décisions d'une juridiction étrangère. Il ne serait toutefois pas possible pour la Caisse nationale de Santé de distinguer entre les motivations médicales et rituelles. Idem concernant les excisions, où là, il n'existe évidemment aucune raison médicale. De toute évidence, il semble que le gouvernement préfère couper court au débat.